



# NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

**Veille stratégique - Défense et Sécurité**

**SEMAINE DU 29 AVRIL AU 5 MAI 2019**

SOMMAIRE :

<b>AFRIQUE</b> .....	<b>2</b>
<b>AMERIQUE - ETATS-UNIS</b> .....	<b>4</b>
<b>AMERIQUE LATINE</b> .....	<b>13</b>
<b>ASIE – PACIFIQUE</b> .....	<b>15</b>
<b>EUROPE</b> .....	<b>17</b>
<b>PROCHE &amp; MOYEN ORIENT</b> .....	<b>19</b>
<b>RUSSIE</b> .....	<b>22</b>



# AFRIQUE

## SAHEL : MERKEL EN TOURNEE DIPLOMATIQUE POUR LA SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT

Ce mercredi 1<sup>er</sup> mai, à Ouagadougou, au Burkina Faso, la chancelière allemande Angela Merkel a participé à un sommet extraordinaire des chefs d'État du G5 Sahel. Angela Merkel effectuant une tournée diplomatique dans trois pays sahéliens (Burkina, Mali et Niger) a évoqué avec ses homologues la situation sécuritaire au Sahel mais aussi les conséquences d'une dégradation de la situation en Libye. En quête d'influence en Afrique, la chancelière a promis l'appui matériel et financier de l'Allemagne aux pays du G5 Sahel, afin de les aider à lutter contre le terrorisme. La chancelière a promis plus de 100 millions d'euros dont 46 millions pour le Burkina Faso et 60 millions pour former et équiper les soldats de la force conjointe du G5 Sahel. Elle s'est également engagée à plaider pour l'obtention d'un mandat onusien pour celle-ci, lequel est pour l'heure refusé par les États-Unis.

La chancelière allemande a aussi promis une action diplomatique résolue au niveau européen, dans le dossier libyen. Elle s'est notamment engagée auprès du G5 Sahel à plaider pour un alignement des positions de la France et de l'Italie : Rome accusant Paris de soutenir tacitement le maréchal Haftar. Interrogée jeudi 2 mai par *Le Figaro*, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, s'est à nouveau défendu de prendre parti pour le maréchal Haftar dans le conflit interne libyen. Officiellement, la France soutient toujours le gouvernement de Tripoli, bien que, selon la position du Quai d'Orsay, Haftar fasse partie de la solution politique. La France reconnaît toutefois un soutien à Haftar « pour combattre le terrorisme ». Pour mettre fin à la « pagaille » en Libye aux lourdes conséquences pour leurs pays, les chefs d'État sahéliens ont défendu la vision française auprès d'Angela Merkel, appelant de leurs vœux l'émergence d'un « homme fort » à Tripoli, sous-entendu le maréchal Haftar.

En Allemagne, le thème de l'immigration – en particulier africaine – s'est nettement imposé dans le débat public et est devenu l'un des grands marqueurs des clivages politiques. En conséquence, depuis la conférence de Berlin et l'époque coloniale, on n'avait jamais autant parlé d'Afrique en Allemagne. Face à la montée de la contestation anti-immigration au sein même de son parti, Angela Merkel espère démontrer son volontarisme pour limiter fortement les flux migratoires. En deux ans, la chancelière a visité pas moins de 12 pays africains et accueilli de nombreux officiels africains à Berlin.



Dans le cadre de ce dernier voyage, la chancelière a tenu à marquer sa différence avec la politique de la France au Sahel, tout en louant la coopération franco-allemande. « Nous avons nos propres idées et nos rapports (avec l'Afrique) ne sont pas les mêmes, a-t-elle justifié. Il nous importe d'être complémentaires, de peser sur le développement. Nous sommes beaucoup plus faibles sur l'aide dans la sécurité. La France, avec ses troupes, a d'autres possibilités ». En d'autres termes, Merkel indique que l'Allemagne se concentrera essentiellement sur l'aide au développement et laissera la question sécuritaire à la France, au motif qu'elle dispose de l'outil militaire le plus puissant.

La chef du gouvernement allemand a toutefois profité de sa tournée sahélienne pour aller saluer les soldats de la Bundeswehr stationnés à Gao sous la bannière de l'ONU. Près de 850 casques bleus allemands servent au sein de la force onusienne au Mali (MINUSMA), auxquels il faut ajouter 160 formateurs déployés dans le cadre de la mission de l'Union européenne de formation de l'armée malienne (EUTM).

## BENIN : DEUX TOURISTES FRANÇAIS PROBABLEMENT ENLEVÉS, LEUR GUIDE TUE

Ce vendredi 3 mai, le Quai d'Orsay a révélé que deux touristes français en vacances dans le parc national de la Pendjari, dans le nord du Bénin, près de la frontière avec le Burkina Faso, ont disparu depuis le mercredi 1<sup>er</sup> mai. Ils n'ont pas regagné leur hôtel où ils étaient attendus mercredi soir. Vendredi, un corps retrouvé dans le parc a été identifié comme étant celui de leur guide. Sa voiture incendiée aurait été retrouvée de l'autre côté de la frontière, au Burkina Faso.

Longtemps considéré comme un pays stable et épargné par la menace terroriste, le Bénin apparaît depuis quelques mois comme plus vulnérable face à la stratégie d'expansion et de multiplication des fronts adoptés par les groupes terroristes au Sahel. Compte tenu de la porosité des frontières dans la région, les risques de contagion sont plus que jamais élevés. Sur son site de conseil aux voyageurs, avant même cette disparition, le Quai d'Orsay prévenait déjà : « Compte tenu du contexte régional, le risque terroriste ne peut être totalement écarté au Bénin. Les attentats de Grand Bassam en 2016 en Côte d'Ivoire et les événements de 2018 au Burkina Faso ont montré que les groupes terroristes de la région ciblent les lieux de divertissement et hôtels où séjournent les étrangers. Il est recommandé d'observer la plus grande vigilance et de s'assurer que les accès à ces lieux sont sécurisés. ».



# AMERIQUE - ETATS-UNIS

## DEPLOIEMENT DE RENFORTS MILITAIRES A LA FRONTIERE MEXICAINE

Le Pentagone a annoncé que le secrétaire à la Défense par intérim Patrick Shanahan avait approuvé un plan prévoyant le déploiement prochain d'environ 320 soldats additionnels à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique. Ce plan constitue une réponse à une demande émanant du Département de la Sécurité intérieure (*DHS*). Les soldats auront vocation à remplir des tâches de soutien, notamment la conduite de véhicules transportant les migrants ou la fourniture de repas. De telles missions impliqueraient une dérogation au principe selon lequel les forces armées ont interdiction d'entrer en contact avec les migrants, la présence à proximité d'agents du *DHS* serait alors nécessaire pour ce qui relève du maintien de l'ordre.

## VENEZUELA : PAS D'ACTION MILITAIRE AMERICAINE EN VUE MAIS DES OPTIONS ENVISAGEES

Au cours d'une audition au Congrès, plusieurs responsables du Pentagone ont affirmé ne pas avoir reçu d'ordres de la Maison-Blanche en vue de préparer une éventuelle opération militaire en soutien à l'opposition vénézuélienne, alors même que le gouvernement américain a réitéré mardi la possibilité d'un recours à la force pour soutenir Juan Guaido. Néanmoins, l'amiral Craig Faller, commandant du *Southern Command*, a précisé que le Pentagone avait envisagé différents scénarii et se tenait prêt à les exécuter à la demande du pouvoir politique. Parmi les options évoquées figurent l'instauration d'un embargo complet sur Cuba (en raison du soutien apporté en matière de formation des forces du régime) ou des actions de formation des forces vénézuéliennes en cas de renversement de Nicolas Maduro. Pour le moment, comme l'a souligné le Chef d'Etat-Major Joseph Dunford, la situation au Venezuela demeure très confuse, et l'enjeu pour le Pentagone est de « collecter de l'information » afin de disposer d'une meilleure visibilité, tout en se tenant prêt à une montée en puissance éventuelle. En effet, selon Fulton T. Armstrong, un ancien analyste de la *CIA* interrogé au Congrès, une intervention militaire directe des Etats-Unis dans le pays risquerait de susciter un regain de soutien au régime en raison de la prégnance de l'anti-américanisme au Venezuela, sans



compter que la loyauté de l'essentiel des forces de sécurité et de défense à Nicolas Maduro impliquerait potentiellement une résistance acharnée.

Sans aller jusqu'à une intervention terrestre, les Etats-Unis disposent d'autres options militaires, comme des frappes chirurgicales ou une opération de libération des 5 ressortissants américains arrêtés par le régime lors d'une manifestation en novembre 2017. A ce stade, les actions du Pentagone sont centrées sur le partage de renseignement avec les partenaires régionaux, notamment la Colombie, la coopération sécuritaire avec les forces régionales alliées, la préparation de l'évacuation des ressortissants américains présents au Venezuela ainsi que le soutien à l'agence *USAID* en matière de transport d'aide humanitaire.

## ENTRETIEN AVEC LE CHEF DES FORCES NAVALES AMERICAINES EN EUROPE ET L'AMBASSADEUR AMERICAIN EN RUSSIE

*Defense News* a pu s'entretenir avec l'amiral James Foggo, commandant des forces navales américaines en Europe et l'ambassadeur américain en Russie, Jon Huntsman. Cet entretien a porté sur la résurgence de la marine russe et la coordination des outils militaire et diplomatique. James Foggo explique que la marine russe s'est modernisée ces dernières années, se concentrant sur la production de navires de guerre (frégates, corvettes) plus petits et donc plus agiles et plus rapides. Elle a aussi tenu à entretenir son porte-avions, l'*Amiral Kouznetsov* et a continué à investir dans le domaine sous-marin. Pourtant, si les capacités navales russes sont importantes, les Etats-Unis sont eux dotés d'une flotte de porte-avions (11 bâtiments) dont deux sont déployés, en même temps, en Méditerranée où la présence russe a augmenté ses dernières années. De plus, l'*Amiral Kouznetsov* est loin d'atteindre le niveau opérationnel des capacités des portes-avions américains en moyenne plus récents. Il faut cependant noter que la Russie a lancé il y a quelques années le *Projet 23000E Shtorm* qui vise à créer une nouvelle classe de porte-avions russe - d'un tonnage d'entre 90 000 et 100 000 tonnes et doté d'un double système de catapultes (dont est aujourd'hui dépourvu l'*Amiral Kouznetsov*). Cependant, la Russie ne dispose pour l'instant pas de chantiers navals assez grand pour sa construction, à part celui de *Zvezda*, en modernisation jusqu'en 2024.

James Foggo est également revenu sur la situation en mer d'Azov. Il explique que cette mer est soumise à un protocole d'entente signé par l'Ukraine et la Russie en 2003. En dépit de l'invasion de la Crimée par la Russie en 2014, ce protocole est toujours en place : la mer d'Azov est considérée par les deux parties comme constituant des « eaux intérieures » communes tandis que le détroit de Kertch (reliant la mer d'Azov à la mer Noire) devait être exempté de toute contrainte sur la liberté



de navigation, y compris pour les navires militaires. La difficulté réside dans le fait que Moscou dispose désormais du contrôle des deux rives du détroit. L'amiral Foggo affirme donc qu'y déployer des navires de l'Alliance atlantique ne serait pas très avisé au regard du compromis trouvé entre Moscou et Kiev. En revanche, la présence de l'Alliance dans la région se renforce en mer Noire où des navires de l'Alliance ou des Etats-Unis sont présents environ 260 jours par an, participent à des exercices, etc. Il invite à prêter attention aux évolutions que le changement de gouvernement en Ukraine est susceptible d'amener dans les négociations avec la Russie.

L'ambassadeur Jon Huntsman a, lui, salué l'intégration entre diplomates et militaires. Pour lui, cette intégration permet de mieux comprendre la situation dans son ensemble : grâce à la perspective militaire, les diplomates peuvent comprendre où se situent les intérêts russes mais aussi leurs priorités.

## IRAK : PREMIERE FRAPPE D'UN *F-35A* AMERICAIN AU COMBAT

Pour la première fois, deux *F-35A* de l'*US Air Force* ont mené une frappe, le mardi 30 avril, pour détruire un réseau de tunnels de Daech servant à stocker des armes à Wadi Ashai en Irak. Des renseignements indiquaient que des combattants de Daech semblaient préparer à Wadi Ashai les conditions nécessaires à la résurgence du groupe (munitions, équipement, etc...). Cette première utilisation au combat des *F-35A*, accompagnée des forces de sécurité irakienne, suit celle des *F-35A* israéliens en mai 2018 et celle des *F-35B* de l'*US Marine Corps* en septembre dernier. Les appareils mobilisés avaient été déployés sur la base Al-Dhafra aux Emirats Arabes Unis il y a une quinzaine de jours, ce qui laissait penser qu'ils seraient bientôt utilisés dans la région. Les opérateurs de la base ont d'ailleurs loué les capacités techniques du nouveau chasseur de *Lockheed Martin*.

## AFGHANISTAN : AVERTISSEMENTS DU *SIGAR*

Le *Special Inspector General for Afghan Reconstruction (SIGAR)* a mis en garde contre l'état actuel en Afghanistan alors que se poursuivent les négociations entre Washington et les Talibans en vue d'un accord de paix. Pour l'inspecteur John Spoko qui gère les financements américains pour la reconstruction du pays, l'Afghanistan pourrait ne pas être prêt à la paix si une stratégie de réintégration des combattants talibans n'est pas formulée au préalable. Depuis plusieurs mois, les Etats-Unis discutent avec le groupe insurgé qui lui, refuse de négocier avec le gouvernement de Kaboul et continue ses attaques quasi quotidiennes sur le territoire afghan dont il contrôle près





de la moitié. John Spoko met donc en garde contre la recherche d'une paix trop rapide qui pourrait avoir d'importantes conséquences imprévues. Même si la guerre en Afghanistan a déjà coûté la vie de 2400 soldats américains et 1 trillion de dollars aux Etats-Unis (dont 132 milliards investis dans la reconstruction), les avancées sont peu nombreuses et fragiles : seuls les commandos afghans disposent d'une réelle efficacité opérationnelle, les forces conventionnelles subissent de lourdes pertes, la corruption règne toujours, les institutions du pays sont faibles, le trafic de drogue est important, etc... Et si les Talibans, dont le nombre est évalué à 60 000, ne sont pas réintégrés à la société afghane, la paix en serait fragilisée. Or cette réintégration sera difficile dans un pays avec un taux de chômage de 40% et où les anciens rebelles sont malmenés et craignent des représailles en dépit des promesses d'amnistie.

Le rapport trimestriel remis par le *SIGAR* affirme aussi que l'armée américaine a cessé de suivre les évolutions de la part du territoire afghan contrôlée par les rebelles et le gouvernement depuis octobre 2018, mettant ainsi fin à un outil précieux pour la compréhension et l'appréhension de la situation dans le pays par le grand public (en particulier le contribuable américain). Il souligne aussi les pénuries de nourriture qui ont lieu ces derniers temps, renforçant l'instabilité du pays. Le rapport met aussi en avant la fin d'un programme d'entraînement de pilotes afghans après qu'ils aient plusieurs fois manqué à l'appel alors qu'ils étaient en formation à Forth Worth au Texas. Les autres pilotes sont retournés en Afghanistan pour continuer leur formation. En tout, les Afghans représentent la moitié des soldats étrangers en formation aux Etats-Unis ayant disparus entre 2005 et 2017 (152 sur 320). Sur ces 152, 83 ont quitté le territoire américain ou n'ont pas été retrouvés. La plupart de ces déserteurs cherchent à obtenir l'asile.

## DETROIT DE TAIWAN : TRANSIT DE DEUX DESTROYERS

Deux navires américains, les destroyers *Stethen* et *William P. Lawrence*, ont croisé dans le détroit de Taïwan, le traversant du Sud au Nord, au grand dam des autorités chinoises. Le rapport de mission du commandement estime que « cette opération de routine montre l'engagement américain de préserver la zone indo-pacifique ouverte et libre. »

Les autorités chinoises ont réagi en annonçant que cette traversée du détroit dégradait les relations entre la Chine et les Etats-Unis, en effet l'île de Taïwan est revendiquée par la Chine en tant que territoire appartenant pleinement à la République populaire chinoise.



Bien que Taïwan ne soit pas officiellement reconnu en tant qu'Etat indépendant par l'ONU, les Etats-Unis sont un allié *de facto* de Taipei (capitale de Taïwan), fournissant régulièrement de l'armement aux forces taiwanaises. Le porte-parole du ministre des Affaires étrangères chinois, Geng Shuang, a déclaré que la Chine était préoccupée par cette manœuvre, rappelant que « Taïwan est le problème le plus important et le plus sensible des relations sino-américaines », et que les forces américaines devaient veiller à agir prudemment dans la région. Les autorités chinoises s'inquiètent fréquemment des opérations militaires étrangères dans des zones qu'elles considèrent comme appartenant à leur sphère d'influence, notamment le détroit de Taïwan et la mer de Chine méridionale.

## RENFORCEMENT DE LA 7<sup>EME</sup> FLOTTE AU JAPON

L'*US Navy* entend renforcer la 7ème flotte basée à Yokosuka au Japon. Cette montée en puissance se traduit par l'affectation prochaine de deux navires amphibies supplémentaires, l'*USS America* et l'*USS New Orleans* qui rejoindront les forces navales américaines déployées à Sasebo. Ce transfert fait passer le nombre de navires amphibies déployés au Japon de deux à quatre, tandis qu'un destroyer et un navire amphibie rentreront aux Etats-Unis.

L'*USS America* est la tête de classe d'une nouvelle série de navires amphibies capables de mettre en œuvre jusqu'à 20 *F-35B* ou un nombre plus réduit panaché avec des hélicoptères et des tiltrotors *MV-22*. L'*USS New Orleans* est le quatrième navire de type *LPD (Landing Platform Dock)* de la classe *San Antonio*, et peut transporter jusqu'à 700 soldats avec la batellerie nécessaire ainsi que deux *MV-22 Osprey* pour les déployer dans le cadre d'une opération amphibie. Ce déploiement s'inscrit dans un contexte de recrudescence de l'entraînement des unités de *Marines* déployées au Japon au combat de haute intensité.

## SOMALIE : POINT DE SITUATION SUR LES OPERATIONS AMERICAINES CONTRE LES GROUPES TERRORISTES

L'*US Africa Command* a annoncé une nouvelle frappe, la deuxième en deux semaines, conduite contre Daech dans le nord de la Somalie à la date du 26 avril. Avant la première frappe du 14 avril, la dernière frappe contre Daech dans la région datait de novembre 2017. En effet, les opérations aériennes d'AFRICOM s'étaient principalement concentrées contre Al-Shabab, la branche d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est qui contrôle près de 25% du pays : ce groupe a été visé par plus de 30 frappes





américaines depuis le début de l'année. Les deux groupes terroristes sont rivaux dans la région et Al-Shabab cherche même à supprimer Daech en Somalie. On compterait entre 5000 et 7000 combattants d'Al-Shabab dans le pays contre près de 200-300 de Daech.

Une frappe contre Al-Shabab le 19 avril a éliminé deux de ses combattants. L'un d'entre eux, Abdullahi Jibiyow, était, d'après l'AFRICOM, responsable de plusieurs attaques dans le sud du pays, notamment celle du 8 juin 2018 qui avait tué le sergent américain Alexander Conrad.

## DEPART PROCHAIN DU DIRECTEUR DU BUDGET DU PENTAGONE

Dans le courant du mois de mai, Robert Daigle devrait quitter la direction de la puissante *Cost Assessment and Program Evaluation* (CAPE), l'organisme chargé de répartir les fonds du Pentagone, un poste qu'il occupait depuis août 2017. Une source proche du Pentagone a évoqué une reconversion de ce dernier dans le secteur privé. Il a notamment œuvré pour la mise hors service du porte-avions *Truman*, mais aussi pour l'acquisition par l'*Air Force* des avions *F-15X*, un modèle variant des chasseurs *F-15* « *Eagle* » déjà existants.

Cette décision survient alors que l'administration du président Trump n'a toujours pas nommé un ministre de la Défense permanent à la suite de la démission de James Mattis en décembre 2018 et que des postes clefs, tels que l'adjoint au ministre de la Défense, ou encore deux des sept sous-secrétaires de l'administration de la Défense demeurent vacants ou sont occupés par des vacataires. De plus, Heather Wilson, l'actuelle secrétaire à l'*Air Force*, quittera aussi ses fonctions courant mai. Ces incertitudes quant à l'organisation administrative du Pentagone inquiètent. En effet, il est nécessaire de nommer en poste une équipe durable afin de pérenniser l'action de l'administration américaine, particulièrement en matière de défense.

## CYBER : LA MAISON-BLANCHE ENTEND RENFORCER LES COMPETENCES DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Le 2 mai, le président Trump a signé un décret présidentiel demandant au gouvernement fédéral de renforcer la formation, l'éducation et les initiatives visant à étendre la main-d'œuvre de l'administration fédérale en matière de cybersécurité. Le Président a ensuite déclaré que ce décret devrait promouvoir la sécurité nationale et



économique des Etats-Unis en accroissant les formations en cybersécurité, identifiant les employés les plus doués et en multipliant les opportunités de carrières cyber dans les secteurs public et privé. Il s'agira ensuite de bien utiliser les connaissances et capacités créées.

Le décret a nommé le Bureau de gestion du personnel et le Département du Commerce comme responsables du développement d'un outil pouvant évaluer la marge d'évolution en matière de cyber. Des évaluations de ce type ont déjà lieu : elles ont permis de former des employés fédéraux à des métiers cybers. Le décret crée aussi un programme de rotation permettant aux employés de se former aux capacités cyber dans plusieurs agences fédérales, y compris au sein du Département de la Sécurité Intérieure. Le but est de s'assurer du contenu de ces formations mais aussi d'harmoniser la main d'œuvre cyber. Le député démocrate Jim Langevin invite aussi l'administration à créer des récompenses et des médailles pour reconnaître les capacités de cette nouvelle main-d'œuvre dont le travail renforce la sécurité nationale. Le décret crée également la *President's Cup Cybersecurity Competition* où les employés de l'Etat fédéral seront invités à s'affronter : elle permettra d'identifier les meilleurs éléments. Dans une volonté mobilisatrice, le décret invite les agences fédérales à travailler avec le secteur privé, à déterminer les contenus des formations en fonction des lacunes dans les secteurs public et privé mais aussi d'encourager l'établissement de standards et de réflexes visant à créer de véritables possibilités de carrières cyber.

## LE PORTE-AVIONS *USS HARRY TRUMAN* NE SERA FINALEMENT PAS RETIRE PRECOCEMENT DU SERVICE ACTIF

Le porte-avions *USS Harry Truman*, en service depuis près de vingt-cinq ans ne sera finalement pas retiré précocement du service actif de la *Navy*, une mesure visant à limiter les dépenses. En effet, le retrait du navire était une alternative à sa refonte à mi-vie et le rechargement de son réacteur nucléaire, néanmoins c'est la dernière option qui a été choisie. Or, le retrait du porte-avions n'emportait pas l'adhésion des législateurs du Congrès et aurait précédé la remise des conclusions d'une évaluation en cours sur la structure de forces de la *Navy* et les besoins des commandements géographiques. Cette décision de l'administration Trump survient après l'annonce de la démission courant mai de Robert Daigle qui était à la tête de la section *Cost Assessment and Program Evaluation* (CAPE), du Pentagone où il avait milité pour la mise à la retraite du *Truman*, préférant diriger les investissements vers les technologies autonomes et les missiles longue portée.



Cette décision a ramené au centre du débat l'interrogation sur l'utilité des porte-avions, des systèmes d'armes devenus obsolètes pour certains face aux avancées russes et chinoises, notamment en matière de missiles antinavires longue portée. Néanmoins, l'amiral Bill Moran, l'actuel *Chief of Naval Operations* (CNO, chef des opérations navales) défend l'utilité des porte-avions, qu'il considère tout à fait capables de riposter aux menaces que font peser sur eux les missiles longue portée soulignant leur résilience. L'*USS Truman* restera donc en poste.

## LES GARDE-COTES SIGNENT UN CONTRAT MAJEUR POUR DES BRISE-GLACES

Un contrat à hauteur de 1,9 Mds de \$ a été signé entre la *Navy*, les *Coast Guards* et un constructeur de navires du Mississippi. Selon le commandant des Garde-côtes, l'amiral Karl L. Schultz, ce contrat est nécessaire pour renforcer la flotte opérant dans les eaux polaires, la construction de six nouveaux brise-glaces constituant une étape majeure permettant de répondre aux nouveaux défis et missions qui se profilent dans l'Arctique et l'Antarctique, du fait de la concentration et de l'augmentation des activités internationales de tourisme, de commerce, de recherche scientifique. La construction du premier brise-glace devrait débuter en 2021 et le navire devrait être livré en 2024.

De plus, le contrat devrait aussi prévoir la construction de corvettes de sécurité en milieu polaire (*Polar Security Cutters*), un renforcement nécessaire de cette flotte qui est « une force clé du maintien de notre présence dans les régions polaires », face à la concurrence entre grandes nations qui se déroule dans les eaux polaires, selon les mots de l'amiral Schultz. Les *Polar Security Cutter* rempliront des missions de sauvetage, s'assureront du respect de la loi maritime, et conduiront des patrouilles de défense nationale dans des lieux souvent couverts d'une glace épaisse.

En effet, la flotte a besoin de se rajeunir, en février dernier, un incendie s'était déclenché à bord du navire *Polar Star*. Un tel événement n'est pas un incident isolé mais s'ajoute à une longue suite d'incidents dus à la vieillesse des bâtiments. Le *Polar Star*, mis en service en 1976 a, dépassé sa durée de vie opérationnelle de treize ans ; le *Polar Sea*, un navire un peu plus jeune, a été retiré du service en 2010 du fait de problème des moteurs diesel.



## INDUSTRIE DE DEFENSE – POINT DE SITUATION

### - US Air Force : contrat post-production pour les ravitailleurs en vol KC-46

Dans le cadre du renouvellement de sa flotte de ravitailleurs en vol (retardé par l'occurrence de nombreuses difficultés techniques et incidents), l'*US Air Force* a signé un contrat d'un montant de près de 6Mds de \$ avec *Boeing* pour la phase de post-production. Il s'agit vraisemblablement d'un contrat portant sur des services de maintenance et de vérification au profit des *KC-46* en cours de livraison, afin de répondre à certaines exigences réglementaires, notamment issues de l'administration fédérale de l'aviation.

### - US Army : livraison du premier poste de commandement mobile IBCS

Dans le cadre du renouvellement de son système de défense antiaérienne et antimissile, identifié comme l'une de ses six priorités majeures, l'*US Army* a reçu de *Northrop Grumman* son premier poste de commandement mobile IBCS (*Integrated Air and Missile Defense Battle Command System*). Il s'agit d'une étape majeure dans le développement du programme IBCS qui s'inscrit dans un effort plus large pour intégrer les différentes composantes de la défense antiaérienne et antimissile (*SHORAD ; Patriot ; THAAD*) de l'*US Army* au sein d'un système unique. Cette intégration permettrait ainsi une mutualisation des données et une transmission de l'information entre les différentes unités, permettant d'apporter une réponse optimale aux menaces aériennes, missiles et drones.

*Northrop Grumman* prévoit la livraison au cours de l'année d'une dizaine de postes de commandement mobiles et de 18 antennes relais mobiles.

### - US Army : renforcement de la puissance de feu des *Stryker*

Afin de renforcer la létalité de ses unités mécanisées dans un contexte de retour à une stratégie de rivalité entre grandes puissances, l'*US Army* a décidé d'accroître la puissance de feu de trois de ses six brigades d'infanterie mécanisée *Stryker* en équipant leurs véhicules de combat d'infanterie *Stryker* d'un canon de 30mm.



# AMERIQUE LATINE

## VENEZUELA : ENJEUX DU RALLIEMENT DE L'ARMEE

Après les fortes mobilisations dans les rues de Caracas cette semaine, l'appel de Juan Guaido à manifester devant les casernes militaires de manière pacifique n'a été que peu entendu. Les groupes de manifestants recensés n'affichent même pas une centaine d'individus. A San Bernardino, la principale caserne de Caracas, il y avait seulement une trentaine de manifestants. Pour cause, la semaine du 1er mai a été le théâtre d'une forte répression menée par le régime Maduro, faisant quatre morts. En outre, aux abords des casernes visées par l'appel de Juan Guaido, un important dispositif de sécurité a été mis en place avec des cordons de soldats contrôlant les voies de circulation ou encore le déploiement de troupes de gardes nationaux mobiles, en moto principalement.

Toutefois, les mouvements de cette semaine, que certains appellent désormais le coup d'Etat raté du 30 avril, ont révélé les dissensions déjà perceptibles dans l'armée. Sources d'espoir pour certains, ces dissensions s'annoncent risquées pour d'autres. La peur d'une guerre civile s'illustrant par une confrontation entre les deux armées est présente dans les esprits (Hernan Castillo). Une confrontation qui pourrait agréger d'autres acteurs que les militaires vénézuéliens, à l'instar de la milice paramilitaire pro-Maduro *Collectivos*, des soutiens cubains ainsi que du secteur parallèle des narcotrafiquants qui pourrait tirer profit d'une déstabilisation du pays.

Rappelons également que le ralliement des forces armées de l'opposition serait avant tout symbolique. L'armée vénézuélienne, en particulier le haut commandement, en lien avec les entreprises étatiques participe de l'aggravation de la situation que connaît le pays ces dernières années, et ne possède plus la stature qu'elle avait au début des années 2000 lors de l'avènement de Chavez.

Les multiples épurations au sein du pouvoir (politique, économique, militaire -les trois piliers du régime) ont œuvré au manque croissant d'expertise du commandement. Certains ingénieurs (au sein de l'entreprise étatique pétrolière *PDVSA* par exemple) et hauts gradés, sensibles à une transition démocratique ne seraient plus partisans du régime mais leur loyauté à Nicolas Maduro tiendrait essentiellement au profit qu'ils retirent de leur participation au régime.



## PEROU : ACCORD MARITIME SUR LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE (SAR) SIGNE AVEC LES ETATS-UNIS

Le 29 avril, le ministre péruvien des Affaires étrangères Nestor Popolizio et l'ambassadeur des Etats-Unis, Krishna Urs, ont signé un traité d'assistance mutuelle maritime et aéronautique, premier accord bilatéral de cette nature signé entre les Etats-Unis et un pays d'Amérique Latine, selon les propos de l'ambassadeur américain.

Le texte prévoit l'obligation pour les deux parties de secourir les personnes en danger ou en situation de risque. Il s'ajoute à la convention de Chicago de 1979 (établissant la coopération internationale en matière de recherche et sauvetage à la mer), et officialise l'accord préalable de 1997 tenu lors de la Conférence sur la Coopération Économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) en vue de l'adhésion du Pérou à l'organisation (1998).





# ASIE – PACIFIQUE

## JAPON : SHINZO ABE SE DIT OUVERT A UNE RENCONTRE AVEC KIM JONG-UN

Le Premier ministre japonais a annoncé dans une interview pour le journal *Sankei* cette semaine qu'il souhaite rencontrer Kim Jong-un « sans conditions » afin d'« échanger de façon directe et franche ». Il s'agit d'un message d'ouverture significatif de la part du Japon, Tokyo ayant longtemps promu une position ferme à l'égard du régime de Pyongyang, bien qu'étant largement laissé à l'écart des évolutions récentes de la péninsule coréenne. L'objectif affiché est de trouver une solution au problème des enlèvements de citoyens japonais par la Corée du Nord, kidnappés dans les années 70 et 80 afin de participer à la formation linguistique et culturelle d'agents des services de renseignement nord-coréens. Ces enlèvements représentent un défi solidement ancré dans la relation bilatérale depuis 2002, lorsque la Corée du Nord a reconnu avoir enlevé 13 japonais à l'occasion de son premier sommet avec le Japon. Cinq ressortissants japonais avaient été relâchés dans les mois suivants. Les autorités japonaises reconnaissent aujourd'hui 17 enlèvements, un chiffre très largement sous-estimé selon les associations de victimes et de proches qui les estiment à plusieurs centaines. Pyongyang avait par ailleurs annoncé en début d'année que deux Japonais, dont un homme absent de la liste officielle japonaise, vivaient encore dans la capitale.

## COREE DU NORD : TIR DE « PROJECTILES » EN MER DU JAPON

Le Comité des chefs d'état-major interarmées sud-coréen a annoncé que la Corée du Nord a tiré plusieurs « projectiles de courte portée non identifiés » ayant parcouru entre « 70 et 200kms » au-dessus de la mer du Japon samedi. Il a été confirmé qu'il ne s'agissait pas de missiles, malgré une première annonce en ce sens. Le ministère de la Défense japonais a ensuite précisé que ces projectiles ne s'étaient pas abîmés près des côtes nippones et ne représentaient pas une menace pour la population. A la suite du tir, Tokyo et Séoul se sont entretenus séparément avec Washington qui a convenu d'une gestion « prudente » de l'incident selon le ministère des Affaires étrangères sud-coréen.



## AFGHANISTAN : APPEL A LA PAIX DU PRESIDENT ASHRAF GHANI EN DIRECTION DES TALIBANS

La proposition d'Ashraf Ghani pour les Talibans à l'issue d'un conseil national rassemblant plus de 3 200 hommes politiques, chefs tribaux et autres figures qui s'est tenu à Kaboul pendant 5 jours est clair : la mise en place d'un cessez-le-feu à quelques jours du Ramadan et une résolution négociée du conflit car « les Afghans veulent la paix ». En réponse, les Talibans ont annoncé rejeter le cessez-le-feu, maintenant leur position selon laquelle aucune avancée n'est possible tant que les troupes des Etats-Unis et de l'OTAN ne se sont pas retirées. Dans leur réponse, les Talibans ont également mentionné un rapport de l'ONU d'avril dernier indiquant que, pour la première fois depuis le début des combats il y a 18 ans, les forces américaines et afghanes étaient responsables de plus de la moitié des pertes civiles du premier trimestre de 2019. Les perspectives d'une rencontre entre le gouvernement et les Talibans sont donc minces. Une avancée est sans doute davantage à chercher du côté américain alors que Zalmay Khalilzad, envoyé spécial des Etats-Unis pour la réconciliation en Afghanistan, discutait du retrait des quelques 14 000 troupes américaines avec les Talibans au Qatar cette semaine.



# EUROPE

## ROYAUME-UNI : LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA DÉFENSE LIMOGÉ

Gavin Williamson, secrétaire d'État à la Défense du Royaume-Uni depuis 2017, a été limogé par Theresa May à la suite de révélations dans la presse d'informations confidentielles. La presse britannique a révélé sur la base de fuites que le Gouvernement britannique envisageait d'autoriser une participation limitée de *Huawei* au réseau 5G. La décision a été prise durant un Conseil de sécurité nationale, et était soumise au secret de la défense nationale. Le secrétaire d'État a été remplacé par Penelope Morduant, qui a déjà été ministre des forces armées entre 2015 et 2016 - poste hiérarchiquement placé sous le secrétaire de la défense.

A la suite de ces révélations dans la presse, une enquête interne a été conduite par le Secrétaire de Cabinet Mark Sedwill afin de déterminer la source des fuites. Rapidement, le ministre des Affaires étrangères a démenti toute implication de ses équipes ou de lui-même. Le secrétaire à la Défense a fait de même. Toutefois, ce dernier a été convaincu de non-respect de la confidentialité.

Huawei est depuis quelques mois sous les projecteurs de divers pays occidentaux qui accusent l'entreprise d'être trop proche du gouvernement chinois. La fille du fondateur de Huawei a été arrêtée au Canada le 1er décembre 2018 ; et les États-Unis ont pris diverses mesures contre l'entreprise dans le cadre de tensions économiques avec la Chine.

## LA FRANCE ET L'IRAK VONT RENFORCER LEURS RELATIONS MILITAIRES

Le Premier ministre irakien Adel Abdel-Mehdi, en visite à Paris, a signé avec le président Emmanuel Macron une feuille de route stratégique. Son contenu n'a pas été publié, mais les deux États ont dit vouloir renforcer leur partenariat en matière militaire. Pour l'instant, les relations entre les deux armées se jouent en particulier dans le champ de la formation, qui pourrait, selon le journal *Le Monde*, être étendue au combat en montagne et en milieu désertique.

La France avait été un grand fournisseur d'armes du régime irakien, avant que



Saddam Hussein ne décide d'envahir le Koweït voisin, allié des Occidentaux, en 1990 ; en réaction, les Nations unies avaient adopté la résolution 661, qui prévoyait un embargo strict contre l'agresseur, concernant l'importation de toutes les marchandises irakiennes.

## FRANCE - ATTENTAT DÉJOUÉ, QUATRE SUSPECTS MIS EN EXAMEN

Quatre hommes âgés de 17 à 39 ans ont été arrêtés par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Ils ont été mis en examen et placés en détention provisoire ce mardi 30 avril. Ces arrestations ont eu lieu dans le cadre d'une enquête préliminaire, ouverte le 1<sup>er</sup> février dernier.

Ces quatre individus, dont un mineur déjà condamné à une peine de prison après une tentative de départ en Syrie, sont suspectés de préparer un attentat contre les forces de sécurité. Les cibles auraient été l'Élysée ainsi qu'un commissariat police et le passage à l'acte fixé au début du ramadan.

Selon le journal le Parisien, la DGSI a eu recours à des « techniques de surveillance très intrusives » qui a précité à l'arrestation des suspects. Les quatre suspects auraient effectué des repérages dans les alentours de l'Élysée et auraient acquis un fusil d'assaut de type *Kalachnikov*. Le groupe revendique, selon le Parisien, une affiliation à l'État islamique.



# PROCHE & MOYEN ORIENT

## ISRAËL: L'ESCALADE SE POURSUIT ENTRE ISRAËL ET LES FACTIONS ARMEES PALESTINIENNES.

Depuis ce samedi 4 mai, factions armées palestiniennes et militaires israéliens s'affrontent dans une surenchère de bombardements. Ce sont ainsi plus de 400 projectiles qui ont été tirés depuis la Bande de Gaza, auxquels a répondu l'armée israélienne, ciblant plus de 200 sites pour leur supposé caractère militaire. Un mort et deux blessés civils sont à déplorer côté israéliens ainsi qu'une demi-dizaine de victimes côté palestinien, dont une femme et son nourrisson.

Cette escalade dans la violence prend forme sur fond d'impossibilité du maintien d'un quelconque cessez-le-feu entre l'autorité palestinienne et Israël. L'amélioration de la situation humanitaire demandée au cours des pourparlers n'est pas suffisante voir même inexistante selon certains groupes armés, expliquant en partie ces attaques. Celles-ci ont duré tout le jour, le « dôme de fer » interceptant de nombreux projectiles, avant de se poursuivre durant la nuit. Malgré les dégâts, et en raison de l'absence de solutions politiques dans l'immédiat, les factions armées ont menacé, dans l'hypothèse où les frappes continuaient, d'amplifier leurs attaques. Il en va de même pour l'armée israélienne, le premier ministre Benjamin Netanyahu ayant appelé à maintenir les frappes et renforcer les moyens militaires autour de la bande de Gaza.

## TURQUIE: LES POSITIONS TURQUES SUBISSENT UN BARRAGE SUR PLUSIEURS FRONTS

Cette semaine a vu de nouveaux bouleversements sur le théâtre syrien, sur le front Nord, dans la zone d'influence turque.

Premièrement, les alliés de la Turquie et de l'Armée Syrienne libre ont essuyé un revers. Leurs troupes se sont dans un premier temps emparées de villages dont Malikiyah, Maranaz et Shuragha, tous trois à un kilomètre à peine au Nord de l'aéroport militaire de Menagh, à l'Est d'Afrin, avant de battre en retraite. Les sources kurdes, notamment de la *Afrin Liberation force*, affirment que toutes les conquêtes effectuées dans un premier temps par les Turcs et leurs alliés n'étaient partie que d'une retraite tactique, à la suite de laquelle les Kurdes du YPG auraient repris



l'ensemble des villages précédemment cités. La forte densité de mines, ainsi qu'une forte contre-attaque d'artillerie auraient contraint les troupes rebelles à battre en retraite, selon Yousef Hammoud, porte-parole de l'ASL.

Ce revers des alliés turcs intervient dans le cadre d'une autre bétise, celle de la mort d'un soldat turc à la suite d'un tir de barrage d'artillerie du régime syrien, allié des Russes. A la suite de cette mauvaise coordination avec les troupes russes dans la région de Tal-Rifaat, le vice-président Fuat Oktay annoncé des discussions avec la Russie, afin de prévenir tout risque d'escalade dans la région. Enfin, au théâtre syrien s'ajoute l'incident du théâtre israélo-palestinien, puisque l'agence de presse officielle turque Anadolu Agency, dans la bande de Gaza, a été détruite suite à un tir de F-16 israélien ce dimanche. Si la presse turque se fait écho de l'outrage subi, d'autres réactions sont encore à attendre.

## BAHREÏN : TENSIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'IRAK

Lundi 29 avril, les Émirats arabes unis se sont joints au Bahreïn pour critiquer l'Irak dans le cadre d'une querelle qui prend de l'ampleur entre Bagdad et les pays arabes du Golfe. Après que le religieux chiite irakien Moqtada al-Sadr ait dénoncé les violences contre la majorité chiite de Bahreïn et appelé au départ des dirigeants du pays, le ministre des Affaires étrangères bahreïnite Khaled bin Ahmed l'a littéralement qualifié de "chien" dans un tweet samedi dernier. Ahmed a poursuivi en affirmant que l'Irak était sous le contrôle de l'Iran, ce qui a amené le ministère irakien des Affaires étrangères à exiger des excuses officielles.

C'est cette demande d'excuses qui a entraîné les Émirats à intervenir en déclarant que "l'interférence dans les affaires intérieures du Royaume de Bahreïn et tout outrage ou violation du statut noble de ses dirigeants sont une ingérence inacceptable". Moqtada al-Sadr est l'une des personnalités religieuses et populaires les plus influentes d'Irak, bien qu'il ne détienne aucun titre officiel au sein du gouvernement irakien. Il est l'une des voix éminentes du nationalisme irakien.

## ETAT ISLAMIQUE : RESILIENCE DANS LE DESERT SYRIEN

Le calife autoproclamé est apparu Lundi 29 avril dans une vidéo longue de dix-huit minutes afin de féliciter ses troupes pour les quelques quatre-vingt-douze actions menées dans huit pays différents dans le cadre de l'opération « revanche pour le Sham ». La présence de l'Etat Islamique (EI) se fait sentir chaque jour en Syrie où l'organisation contrôle toujours une large zone de 4000 kilomètres carrés dans la





région du Badiya al-Sham entre le Nord-Est de Palmyre et l'Ouest de Deir-Ezzor. Ce territoire, inhospitalier, difficilement praticable et contenant de nombreuses caves rocheuses, constitue une base de repli idéale depuis laquelle les combattants de l'EI mènent de nombreuses opérations contre les forces du régime syrien et de ses alliés.

Les forces du régime, appuyées par les milices iraniennes et les Russes, éprouvent de grandes difficultés à combattre les djihadistes retranchés dans cette partie du désert. Cette semaine, l'agence pro-régime Al-Masdar a recensé deux embuscades menées contre l'armée nationale syrienne, à Palmyre et près de Homs, qui firent chacune trois morts et deux blessés. L'Observatoire Syrien pour les Droits de l'Homme (OSDH) rapporte que ce même jour, en plein milieu de la zone contrôlée par les djihadistes, à Al-Sukhnah, de violents affrontements provoquèrent la mort de dix soldats du régime. Les combattants de l'EI capturèrent à cette occasion huit autres soldats qui furent ensuite exécutés. Les localités d'Al-Quriyah et Al-Asharah sur l'Euphrate au sud de Deir-Ezzor furent également le théâtre d'affrontements entre djihadistes et soldats syriens.

L'OSDH rapporte que sur l'ensemble du mois d'avril, soixante-dix soldats syriens ont trouvé la mort lors d'affrontements ou à cause d'engins explosifs improvisés et autres mines de l'EI. Il faut encore ajouter à cela, neuf pertes iraniennes et deux russes.



# RUSSIE

## RUSSIE-UKRAINE : LA GUERRE DES PASSEPORTS

Une semaine après son élection, Volodymyr Zelenskiy se retrouve d'ores et déjà confronté à ce qu'il considère être un nouvel « acte d'agression » de la part de son voisin russe.

En effet, Vladimir Poutine a annoncé le 27 avril vouloir simplifier l'obtention d'un passeport russe pour « tous les citoyens de l'Ukraine ». La tournure employée est problématique car, en omettant de préciser « les citoyens ukrainiens », elle sous-entend que certains citoyens en Ukraine ne se sentent pas ukrainiens. Par ailleurs, cette mesure serait ouverte à l'ensemble des citoyens ukrainiens, et plus uniquement aux habitants des régions séparatistes, comme Vladimir Poutine l'avait annoncé mercredi à l'issue de son premier sommet avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un à Vladivostok.

Le président Zelenskiy a riposté par un communiqué dans lequel il dénonce le non-respect des droits de l'Homme en Russie. En outre, il réplique en annonçant proposer l'asile et la citoyenneté ukrainienne aux opposants des régimes autoritaires. Il a également appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à réagir face à cette annonce. Le ministère des Affaires étrangères ukrainien prépare une nouvelle liste de sanctions contre la Russie qu'il proposera à ses partenaires européens, tandis que le service de presse du futur président a dénoncé "une nouvelle confirmation claire pour le monde du rôle d'agresseur de la Russie, qui mène la guerre contre l'Ukraine". Le président russe s'est dit surpris de constater des réactions aussi négatives.

Pour mémoire, Vladimir Poutine n'avait pas félicité M. Zelensky pour sa victoire mais s'était dit prêt à discuter avec le nouveau pouvoir afin de "comprendre" la position de M. Zelensky sur le conflit qui oppose les deux pays depuis 2014.

## RUSSIE : PROMULGATION DE LA LOI SUR UN INTRANET NATIONAL

Mercredi dernier, la loi n° 608767-7, portant création d'un intranet souverain, a été promulguée par Vladimir Poutine. Elle devrait entrer en vigueur en novembre 2019.



Elle vient modifier la loi fédérale sur les communications ainsi que celle sur l'information, les technologies de l'information et la protection de l'information.

Ce projet vise à la création d'un internet souverain, le «*RuNet*» indépendant et isolé des serveurs mondiaux, qui garantit la sécurité informatique de la Fédération de Russie.

L'enjeu officiel est de protéger Moscou contre toute attaque cyber émanant d'une puissance étrangère. Donald Trump avait en effet évoqué en 2018 une utilisation plus belliqueuse des armes cyber américaines. Concrètement, le Kremlin souhaite créer de nouvelles infrastructures assurant la pérennité du fonctionnement d'internet, dans le cas où s'il s'avérerait difficile pour les opérateurs russes de se connecter aux serveurs étrangers. D'ici 2021, un annuaire recensant toutes les adresses des sites internet russes devrait voir le jour, afin de s'émanciper de l'annuaire mondiale «*Icann*», suspecté par le gouvernement d'être piloté par les Etats-Unis.

Ce texte, jugé liberticide, fait l'objet d'une série de contestations, non seulement de la société civile russe, mais aussi d'organisations de défense des libertés fondamentales, qui voient à travers la centralisation de l'espace numérique un durcissement du contrôle des citoyens de la Fédération se manifestant notamment avec une restriction de l'anonymat en ligne. Le géant russe des télécoms *Roskomnadzor* sera chargé de faire passer les flux d'informations des fournisseurs d'accès à internet par le biais d'infrastructures préalablement établies.

Selon *Human Right Watch*, des mouchards pourraient être utilisés, ce qui favoriserait un contrôle total par *Roskomnadzor*, via une centralisation des flux. L'Etat aurait alors les capacités de couper internet à des régions de la fédération, notamment celles faisant l'objet de mouvements de contestation. En ce sens, cette loi permet de contrôler davantage les infrastructures via une centralisation des flux, que les contenus, qui font d'ores et déjà l'objet de restrictions (loi anti-piratage par exemple). Officieusement, cette loi semble être un outil supplémentaire à la disposition du Kremlin afin de contrôler toute opposition politique.

Concernant la justification de sécuriser l'espace cyber, il a été démontré, via notamment l'exemple du virus Stuxnet, que l'isolement n'a jamais été garant de la protection des intérêts étatiques, des secteurs stratégique ou d'une quelconque souveraineté numérique. L'Iran avait en effet vu son programme nucléaire paralysé en 2010, alors qu'internet était coupé des infrastructures des centrales nucléaires. Aussi cette loi semble-t-elle davantage servir un dessin de politique intérieure via une nationalisation d'internet, qu'un impératif de défense du cyberspace russe. Mais la question du financement, dont la facture pourrait s'échelonner à environ 1,7 milliards d'euros, couplée à celle d'une mise en place rapide, semble rendre ce projet peu crédible pour certains experts.



## LA GEORGIE ENTRE DEUX EAUX

Salomé Zourabchvili, élue Présidente de la République géorgienne en décembre 2018 dernier, par ailleurs ancienne diplomate du Quai d'Orsay, ambassadeur de France à Tbilissi mais également ancien ministre des Affaires étrangères de la Géorgie, est connue pour sa retenue: ne marquer sa préférence ni pour la Russie, ni pour les États-Unis. Récemment, le bruit courait que la Géorgie serait susceptible d'accueillir sur son territoire une base militaire américaine. La Russie dispose elle d'une base militaire à Tshinkvali sur le territoire séparatiste géorgien d'Ossétie du Sud dont elle reconnaît l'indépendance depuis 2008. Cependant, lors de son mandat de ministre des Affaires étrangères, Salomé Zourabchvili fut applaudie par la communauté internationale pour avoir négocié avec réussite le retrait des troupes et de leur armement lourd russes dans les villes géorgiennes d'Akhalkalaki et Batoumi. Cet accord, fut signé en mai 2005 avec Sergueï Lavrov au terme de longues négociations. Cela montra la décision de la diplomate de ne pas négliger les relations avec cet « ennemi proche » qu'est la Russie. Si elle assure par ses relations et choix diplomatiques, sa confiance dans les institutions et organisations internationales telles que l'OTAN et l'Union européenne, la présidente géorgienne continue à marteler l'importance de ne pas tourner le dos à la Russie.

Dans une interview accordée à *Voice of America*, Salomé Zourabchvili affirme que Tbilissi n'a pas l'intention d'accueillir sur son territoire une base militaire américaine; « *il n'est pas nécessaire de prendre des mesures qui pourraient être perçues comme une provocation. En outre, je ne pense pas que les États-Unis soient prêts à établir une base militaire qui attirerait l'attention, non seulement de la Russie, mais également des mouvements terroristes qui sont très actifs dans la région* ». Mais, loin de tourner le dos à l'Ouest, elle assure que cette décision ne remet absolument pas en cause la volonté géorgienne d'adhérer à l'UE et à l'OTAN.

En réaction à cette interview, le parti opposé à la majorité au pouvoir, *le Mouvement national uni*, profondément antirusse, s'est insurgé contre les déclarations de Mme Zourabchvili, exigeant sa destitution. Selon ce parti, la principale menace étant la Russie, la base américaine serait une protection bienvenue. Membre éminent de l'opposition, Guirgui Bokeria déclare à cet effet ; « *notre État devrait mettre tout en œuvre pour se protéger de la menace principale, à savoir la Russie. Comment notre chef d'État peut-elle s'y opposer ?* ».

La ligne de conduite géorgienne en politique étrangère pourra-t-elle demeurer encore dans ce juste milieu malgré l'opposition ?



## UKRAINE-ARABIE SAOUDITE : RUPTURE D'UN CONTRAT AERIEN

La semaine passée, le constructeur aéronautique ukrainien Antonov a annoncé la suspension de son programme de construction de l'avion An-132d, version modernisée de l'avion An-32 de l'ère soviétique lancé en 1976. La suspension de ce programme lancé en 2015 est due à l'annonce du retrait de l'unique partenaire de la firme ukrainienne pour ce projet, l'Arabie saoudite. Ce programme, signé en février 2015 entre Antonov et le royaume saoudien, avait pour but de fonder un avion à même de mener des missions civiles (sauvetage en mer, vols commerciaux) ou militaires (guerre électronique). Après un premier vol réussi au printemps 2017, l'An-132d devait être construit en 20 exemplaires au sein d'une usine assemblée pour l'occasion en Arabie saoudite pour 2021, pour un prix unitaire estimé à 30 millions de dollars par avion. Cette usine aurait été construite à Taïf en partenariat avec la firme saoudienne Taqnia Aeronautics.

Antonov a annoncé son intention de continuer son programme et recherche actuellement un nouveau partenaire. Selon un dirigeant d'Antonov, l'Inde pourrait succéder à l'Arabie saoudite, New Delhi, disposant à l'heure actuelle de 105 An-32, voudrait moderniser sa flotte.

## LA RUSSIE PRETE A VENDRE DES AVIONS DE COMBAT A LA TURQUIE

Les forces armées turques ne recevront probablement pas les avions de combat F-35A américains. En effet, Washington refuse que les F-35A quittent le sol américain tant qu'Ankara ne renonce pas à se procurer des systèmes de défense aérienne russe S-400. La Turquie recevra les premiers S-400 en juillet prochain d'après le directeur de *Rosoboronexport*, l'agence chargée des exportations d'armes russes, Aleksandr Mikheev. Pour Washington et l'OTAN, la Turquie ne peut pas à la fois employer des F-35A américain et des systèmes S-400, qui sont incompatibles. D'après *Air Force Times*, "si le F-35A vole à proximité du système S-400, au fil du temps, il sera possible de collecter les caractéristiques de furtivité sensible de cet avion et en apprendre davantage sur ses capacités". Ankara, en se munissant de S-400, est sur le point de déclencher une crise au sein de l'Alliance atlantique. D'autres pays membres de l'OTAN utilisent des systèmes de défense aérienne, mais il s'agit de modèles plus anciens, comme le S-300, avec des capacités moins développés en terme de puissance de calcul. La Turquie ne peut aujourd'hui plus reculer en ce qui concerne l'achat des S-400. La Russie a donc proposé de vendre des avions de combat de 5e génération



Su-57 Frazor aux forces armées turques. M. Mikheev a confirmé que la Russie serait prête à engager des discussions à ce sujet. Toutefois, le ministre turc de la défense, Hulusi Akar, affirme être certain de recevoir les F-35A, qui n'ont pas l'autorisation pour le moment de quitter les États-Unis même s'il dit penser à un "plan B" en cas d'échec de la livraison.





## NOTRE EQUIPE :

**AMERIQUE** : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Clémence Cassé, Lucie Haigneré, Salomé Sifaoui

**AFRIQUE** : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

**ASIE - PACIFIQUE** : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

**EUROPE** : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

**PROCHE ET MOYEN ORIENT** : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

**RUSSIE** : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

**Direction éditoriale newsletter** : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière, Simon Roche